Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 17 août 2016

n° 19193

Elections législatives : les partis roumains réfléchissent sur leurs listes des candidats.
Les médecins rejettent la solution au problème des gardes médicales proposée par le ministère de la Santé.
500 000 euros collectés pour l'achat de la sculpture La Sagesse de la Terre de Constantin Brâncuși.

Elections législatives. Les élections législatives de fin d'année marqueront le retour au scrutin de liste, écrit *Jurnalul Național*.. Par conséquent, les chefs des partis politiques auront de nouveau « un mot lourd » à dire sur les listes des candidats.

Liviu Dragnea, président du parti social-démocrate (PSD), a déclaré sur *Antena 3* que les listes du PSD, établies par département, n'incluront plus les personnes imposées par la direction centrale du parti. « Pour la première fois, le PSD n'imposera plus à ses filiales départementales de promouvoir des candidats venus de Bucarest. Les listes n'incluront que des membres des filiales locales du parti ». Selon *Evenimentul Zilei*, Liviu Dragnea a transmis ainsi à certains anciens ministres, proches de Victor Ponta (comme Dan Şova, Eugen Teodorovici, Constantin Niţă ou Nicolae Bănicioiu), le message qu'ils n'auront plus leur place sur les listes des candidats sociaux-démocrates.

« Si nous obtenons un score égal ou légèrement supérieur à celui obtenu aux élections locales [environ 35%, nr], nous allons pouvoir proposer un Premier ministre », a déclaré Liviu Dragnea qui a également exprimé son espoir que les sociaux-démocrates puissent former une majorité parlementaire avec le parti Alliance des libéraux et des démocrates (ALDE) après les élections (*Agerpres*). De son côté, Călin Popescu Tăriceanu, co-président d'ALDE, a affirmé hier soir sur *Antena 3*, qu'il estimait que Liviu Dragnea avait l'expérience nécessaire pour assumer les fonctions de chef du Gouvernement après les élections. Selon Călin Popescu Tăriceanu, le futur Premier ministre devait être simultanément président d'un parti politique pour assurer « la cohérence entre la décision politique et l'action gouvernementale » (*Gândul.info*).

De leur côté, les libéraux souhaitent finaliser leurs listes de candidats d'ici octobre prochain. Adriana Săftoiu, vice-présidente du PNL Bucarest, a déclaré sur *DIGI24* que les candidats libéraux devraient toujours satisfaire à certains critères d'intégrité : les personnes poursuivies ou condamnées ne pourront pas figurer sur les listes du PNL. Adriana Săftoiu a également annoncé que les libéraux envisageaient d'inviter certains ministres de l'actuel Gouvernement à se porter candidats aux élections législatives. Il s'agit notamment de Costin Borc, ministre de l'Economie, Vlad Voiculescu, ministre de la Santé, Cristian Ghinea, ministre des Fonds européens (*DIGI 24*, *Puterea*).

L'Autorité électorale permanente (AEP) a annoncé que plus de 6 000 citoyens roumains résidant à l'étranger s'étaient inscrits au registre électoral pour voter aux élections législatives 2016. Plus de 4 700 ont opté pour voter par correspondance. Iulian Ivan, chef de la direction de contrôle électoral du département pour la diaspora de l'AEP, a rappelé que la période d'inscription au registre électoral allait expirer fin août ou début septembre, trois mois avant la date des élections (qui n'est pas encore fixée) (*Radio România Actualități*).

Les gardes médicales, sujet de tensions entre les médecins et le ministère de la Santé. La question des temps de travail excessifs est à nouveau invoquée par les médecins qui menacent d'une grève d'ampleur. Le ministère de la Santé a soumis au débat public un projet d'ordre règlementant la rémunération des gardes assurées par les médecins.

Cependant, selon *România Liberă*, le document limite la possibilité pour les médecins de négocier le nombre d'heures de garde qu'ils effectuent. Les médecins estiment que l'acte proposé par le ministère donne aux chefs de service et aux directeurs d'hôpitaux un pouvoir encore plus grand sur les personnels assurant les gardes. Selon une étude commandée par le syndicat « Fédération *Solidaritatea Sanitară* », 78% des médecins roumains travaillent souvent plus de 24 heures sans interruption, y compris le temps de garde médicale sur le lieu de travail. Le départ à l'étranger d'un grand nombre de jeunes diplômés en médecine a conduit à un déficit aigu en personnel dans le système de santé et a mis une forte pression sur les temps de gardes médicales.

Parti « Union Sauvez la Roumanie ». Nicuşor Dan, président du parti « Union Sauvez Bucarest » (USB), a annoncé vendredi dernier que le parti « Union Sauvez la Roumanie » (USR), enregistré en juillet dernier, absorbera l'USB et l'Union pour la ville de Codlea le 21 août prochain. L'Union pour la ville de Codlea est une petite formation politique fondée par Erwin Albu, un jeune homme qui a mis en place un système de vente en libre-service des produits issus de sa propre ferme. Nicuşor Dan a précisé que qu'il avait reçu 5 000 demandes d'adhésion au parti USR, plus de la moitié ayant été refusé parce que les demandeurs n'étaient pas compatibles avec les valeurs promues par le parti (*Adevărul*).

Roumanie, destination de tourisme médical. De plus en plus d'européens et de Roumains résidant à l'étranger viennent se faire soigner en Roumanie, leur nombre ayant presque doublé cette année, constate *Adevărul*. Les prix réduits et l'absence de listes d'attente, ou bien les attaques terroristes qui se sont produits en Turquie, en France ou en Allemagne, sont les principales raisons qui poussent les européens à choisir la Roumanie comme destination de tourisme médical. Les principaux services recherchés en Roumanie : soins dentaires, chirurgie esthétique, chirurgie bariatrique et métabolique, services ophtalmologiques.

Alliance électorale entre le parti paysan et le parti de Marian Munteanu. Le parti national paysan chrétien et démocrate (PNȚCD) aura des candidats aux élections législatives sur les listes du parti « Alianța Noastră România » (ANR), créé récemment par Marian Munteanu, ancien chef de la Ligue des étudiants de Roumanie et figure emblématique du mouvement étudiant qui a eu lieu en mai-juin 1990 sur la place de l'Université à Bucarest. Aurelian Pavelescu, président du PNȚCD, et Marian Munteanu ont signé lundi dernier un protocole de collaboration électorale à cet effet (*Agerpres*). Marian Munteanu a été annoncé en avril 2016 par le parti national libéral en tant que candidat à la mairie de Bucarest, mais il s'est retiré ultérieurement de la course électorale en raison des controverses autour de ses sympathies pour des courants nationalistes et orthodoxes.

Souscription publique pour l'achat de *La Sagesse de la Terre*. 562 117 euros ont été collectés dans le cadre de la souscription publique pour l'achat de la sculpture « Cumințenia Pământului » (*La Sagesse de la Terre*) de Constantin Brâncuși, a annoncé hier Corina Șuteu, ministre de la Culture. Le Gouvernement a ouvert en avril dernier ou une souscription publique nationale pour l'achat de cette œuvre emblématique du sculpteur d'origine roumaine, dont le prix s'élève à 11 millions d'euros. Le Gouvernement est prêt à payer 5 millions, le reste devant être collecté via ladite souscription publique nationale avant la fin du mois de septembre prochain. Réalisée en 1907, « La Sagesse de la Terre » marque le début de la période la plus appréciée de la création de Constantin Brâncuși (*Agerpres*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- « JO 2016: Alin Petrache, le président du comité olympique roumain, jette l'éponge », reportage *Radio France internationale* sur les difficultés auxquelles le sport roumain est confronté, mises en évidence par les échecs aux Jeux Olympiques de Rio.

- « Le dernier adieu à Anne de Roumanie » (*Paris Match*)

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie